

<http://divergences.be/spip.php?article3811>



Tant que nous tuons, ils méritent de mourir

- Aujourd'hui - Octobre 2024 -

Date de mise en ligne : samedi 24 août 2024

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Par [Méron Rapoport +97223](#) août 2024

•

Le 10 août à 5h40, le porte-parole de Tsahal a envoyé un message aux journalistes les informant d'une frappe aérienne israélienne sur un « quartier général militaire situé dans l'enceinte de l'école Al-Taba'een, près d'une mosquée dans la région de Daraj [et] Tuffah, qui sert d'abri aux habitants de la ville de Gaza ».

« Le quartier général », a poursuivi le porte-parole, « a été utilisé par les terroristes de l'organisation terroriste Hamas pour se cacher, et à partir de là, ils ont planifié et promu des attaques terroristes contre les forces de Tsahal et les citoyens de l'État d'Israël. Avant l'attaque, de nombreuses mesures ont été prises pour réduire les risques de nuire aux civils, notamment l'utilisation de munitions de précision, d'équipements visuels et d'informations de renseignement. »

Peu après cette annonce, des images choquantes de l'école Al-Taba'een ont circulé dans le monde entier, montrant des amas de chair démembrée et des parties de corps en train d'être retirées dans des sacs en plastique. Ces images étaient accompagnées d'informations selon lesquelles une centaine de Palestiniens avaient été tués dans l'attaque israélienne et beaucoup d'autres étaient hospitalisés. La plupart des victimes ont été tuées au milieu de la prière du fajr, ou de l'aube, dans un espace désigné à cet effet à l'intérieur de l'enceinte de l'école.

Dans les heures et les jours qui ont suivi, comme prévu, une guerre de discours s'est développée autour du nombre de victimes civiles. Le porte-parole de l'armée israélienne a publié les photos et les noms de 19 Palestiniens qui, selon elle, étaient des « agents » du Hamas ou du Jihad islamique tués dans l'attaque ; beaucoup d'entre eux ont été étiquetés ainsi sans préciser leur position ou leur rang présumés.

Le Hamas a nié ces accusations. L'Observatoire Euro-Med des Droits de l'Homme a également contesté les informations de l'armée israélienne : l'ONG a constaté que certaines des personnes figurant sur la liste de l'armée avaient en fait été tuées lors d'attaques précédentes à Gaza, que d'autres n'avaient jamais été des partisans du Hamas et que certaines étaient même opposées au groupe. L'armée a ensuite publié une liste supplémentaire de 13 autres Palestiniens qu'elle accuse d'être des agents tués dans l'attentat.

Même si seule une enquête indépendante peut déterminer de manière définitive l'identité de toutes les victimes de l'attaque, la déclaration initiale du porte-parole de Tsahal est révélatrice du changement radical que la société israélienne a subi en ce qui concerne la vie des Palestiniens à Gaza.

L'armée israélienne a explicitement déclaré que l'école « sert d'abri aux habitants de la ville de Gaza », ce qui signifie que l'armée israélienne savait que les réfugiés s'y étaient réfugiés par crainte des bombardements de l'armée. La déclaration n'a pas affirmé qu'il y avait eu des tirs ou des attaques à la roquette depuis l'école, mais que « les terroristes du Hamas... avaient planifié et encouragé... des actes terroristes » depuis l'école. Elle n'a pas non plus affirmé que les civils qui s'étaient réfugiés dans l'école avaient été prévenus, mais seulement que l'armée avait utilisé des « armes de précision » et des « renseignements ». En d'autres termes, l'armée a bombardé un abri habité en sachant très bien les répercussions mortelles que son assaut allait infliger.

Comme si affamer des millions de personnes était un passe-temps.

Il n'est pas surprenant que les médias israéliens aient approuvé les déclarations du porte-parole de Tsahal. Lorsqu'il s'agit des graves échecs sécuritaires qui ont conduit aux attentats du 7 octobre, les médias israéliens, et en particulier ceux de droite, ont le droit d'être critiques et sceptiques à l'égard de l'armée. Mais lorsqu'il s'agit de tuer des Palestiniens, ce scepticisme est balayé par la fenêtre : à Gaza, l'armée a toujours raison.

« En temps de guerre, les écoles sont interdites », a écrit dans Haaretz le professeur Yuli Tamir, ancien ministre israélien de l'Éducation. « N'y a-t-il pas un seul commandant qui dira : « Ça suffit ! » La réponse est un non catégorique. Toute guerre entraîne un certain degré de déshumanisation de l'ennemi. Mais il semble que dans la guerre actuelle à Gaza, la déshumanisation des Palestiniens soit presque absolue.

Après chaque guerre dans laquelle les Israéliens ont combattu au cours des dernières décennies, des manifestations publiques de remords ont eu lieu. On a souvent critiqué cette mentalité consistant à « tirer et à pleurer » – mais au moins les soldats pleuraient.

Après la guerre des Six Jours de 1967, un livre à succès intitulé « Le septième jour : témoignages de soldats sur la guerre des Six Jours » a été publié. Il contient des témoignages de soldats essayant de faire face aux dilemmes moraux auxquels ils ont été confrontés pendant les combats. Après les massacres de Sabra et Chatila en 1982, des centaines de milliers d'Israéliens, dont beaucoup avaient servi pendant la guerre du Liban, sont descendus dans la rue pour protester contre les crimes de l'armée.

Au cours de la première Intifada, de nombreux soldats ont dénoncé les abus commis contre les Palestiniens. La deuxième Intifada a donné naissance à l'ONG Breaking the Silence . Le discours moral sur l'occupation était peut-être écriqué et hypocrite, mais il existait.

Pas cette fois-ci. L'armée israélienne a tué au moins 40 000 Palestiniens à Gaza, soit environ 2 % de la population de la bande de Gaza. Elle a semé le chaos, détruisant systématiquement des quartiers résidentiels, des écoles, des hôpitaux et des universités. Des centaines de milliers de soldats israéliens ont combattu à Gaza au cours des dix derniers mois, et pourtant le débat moral est quasiment inexistant. Le nombre de soldats qui ont parlé de leurs crimes ou de leurs difficultés morales avec sérieux ou regret, même de manière anonyme, peut se compter sur les doigts d'une main .

Paradoxalement, les destructions insensées et gratuites que l'armée est en train de commettre à Gaza sont visibles dans les centaines de vidéos que les soldats israéliens ont tournées et envoyées à leurs amis, à leur famille ou à leurs partenaires, par fierté. C'est grâce à leurs enregistrements que nous avons vu des soldats faire exploser des universités à Gaza, tirer au hasard sur des maisons et détruire une installation d'approvisionnement en eau à Rafah, pour ne citer que quelques exemples.

Le général de brigade Dan Goldfuss, commandant de la 98e division, dont la longue interview avant sa retraite a été présentée comme un exemple de commandant qui défend les valeurs démocratiques, a déclaré : « Je n'ai pas pitié de l'ennemi... vous ne me verrez pas sur le champ de bataille avoir pitié de l'ennemi. Soit je le tue, soit je le capture. » Pas un mot n'a été dit sur les milliers de civils palestiniens tués par les tirs de l'armée, ni sur les dilemmes qui accompagnaient ce massacre.

De même, le lieutenant-colonel A., commandant du 200e escadron qui gère la flotte de drones de l'armée de l'air israélienne, a accordé une interview à Ynet au début du mois, dans laquelle il a affirmé que son unité avait tué « 6 000 terroristes » pendant la guerre. Lorsqu'on lui a demandé, dans le contexte de l'opération de sauvetage visant à libérer quatre otages israéliens en juin, qui a entraîné la mort de plus de 270 Palestiniens, « comment identifiez-vous qui est un terroriste ? », il a répondu : « Nous avons attaqué sur le bord de la rue pour chasser les civils, et

quiconque ne s'est pas enfui, même s'il n'était pas armé, était, pour nous, un terroriste. Tous ceux que nous avons tués auraient dû être tués. »

Cette déshumanisation a atteint de nouveaux sommets ces dernières semaines avec le débat sur la légitimité du viol des prisonniers palestiniens. Dans un débat sur la chaîne de télévision grand public Channel 12, Yehuda Shlezinger, un « commentateur » du quotidien de droite Israel Hayom, a appelé à institutionnaliser le viol des prisonniers dans le cadre des pratiques militaires. Au moins trois députés de la Knesset du parti au pouvoir, le Likoud, ont également soutenu que les soldats israéliens devraient être autorisés à faire n'importe quoi, y compris le viol.

Mais le trophée le plus important revient au ministre israélien des Finances et vice-ministre de la Défense, Bezalel Smotrich. « Le monde ne nous laissera pas faire mourir de faim deux millions de civils, même si cela peut être justifié et moral, jusqu'à ce que nos otages soient rendus », a-t-il déploré lors d'une conférence organisée par Israel Hayom au début du mois.

Ces propos ont été vivement condamnés dans le monde entier, mais en Israël ils ont été accueillis avec indifférence, comme si faire mourir de faim des millions de personnes n'était qu'un passe-temps banal. Si les graines de la déshumanisation n'avaient pas déjà été semées et largement légitimées, Smotrich n'aurait pas osé dire une telle chose en public. Après tout, il voit avec quelle facilité le gouvernement et l'armée israéliens ont effectivement adopté son « Plan décisif » à Gaza.

« Tant que nous tuons, ils méritent de mourir ».

Lorsque l'on évoque la corruption morale qu'entraîne l'occupation, on cite souvent le professeur Yeshayahu Leibowitz. En avril 1968, moins d'un an après le début de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël, il écrivait : « L'État qui gouvernera une population hostile de 1,4 à 2 millions d'étrangers deviendra nécessairement un État du Shin Bet, avec tout ce que cela implique pour l'esprit de l'éducation, la liberté d'expression et de pensée et la gouvernance démocratique. La corruption qui caractérise tous les régimes coloniaux contaminera également l'État d'Israël. »

Quand on considère l'abîme moral dans lequel se trouve aujourd'hui la société israélienne, il est difficile de ne pas attribuer à Leibowitz des qualités prophétiques. Mais un examen attentif de ses paroles révèle un tableau plus complexe.

On pourrait soutenir que l'Israël de 1968 était encore moins démocratique qu'aujourd'hui. C'était un État à parti unique dirigé par le Mapai (le prédécesseur du Parti travailliste actuel), qui excluait non seulement ses citoyens palestiniens, sortis seulement deux ans plus tôt du régime militaire israélien, mais aussi les Juifs mizrahis des pays arabes et musulmans, et maintenait dans un coin les Juifs religieux et ultra-orthodoxes. Les médias israéliens critiquaient à peine le gouvernement, et les manuels scolaires que j'ai étudiés dans les années 1960 et 1970 n'étaient pas particulièrement progressistes.

Dans le cadre de la Ligne verte, Israël est aujourd'hui beaucoup plus libéral qu'en 1968. Les femmes occupent de plus en plus de postes de pouvoir, sans parler des personnes LGBTQ+, dont l'existence même était un crime. Sur le plan économique, Israël est un pays beaucoup plus libre que l'économie étatique centralisée des années 1960 (et les inégalités se sont creusées en conséquence), et le pays est beaucoup plus connecté au reste du monde.

On pourrait soutenir qu'il ne s'agit pas d'une contradiction, mais plutôt de processus complémentaires. L'occupation a non seulement enrichi Israël (les exportations de matériel de défense ont atteint un record de 13 milliards de

dollars en 2023, par exemple), mais elle l'a aidé à maintenir deux systèmes de gouvernement parallèles – le colonialisme et l'apartheid dans les territoires occupés, et la démocratie libérale pour les Juifs à l'intérieur de la Ligne verte – et peut-être même deux systèmes moraux parallèles. Le décalage entre l'élargissement des droits des citoyens israéliens et l'effacement des droits des sujets palestiniens est devenu une partie indissociable de l'État. « Villa dans la jungle » n'est pas seulement un terme pittoresque ; il décrit l'essence du régime israélien.

Le gouvernement fasciste actuel a bouleversé un équilibre autrefois plus fragile. En faisant du « libéralisme » un ennemi, des politiciens comme Yariv Levin, Simcha Rothman et leurs associés tentent de briser la barrière entre les mondes parallèles par leur coup d'État judiciaire. Les postes importants attribués à des racistes et des fascistes comme Smotrich et Itamar Ben Gvir ont contribué à ce processus.

Face aux atrocités commises par le Hamas le 7 octobre, le discours des fascistes israéliens reste la voix principale dans le discours public, car l'Israël prétendument libéral, qui a ignoré l'occupation pendant des années, n'a pas su placer la violence du Hamas dans un contexte plus large d'oppression structurelle et d'apartheid. C'est ainsi que nous en sommes arrivés au point où, dans la société israélienne dominante, il n'y a plus de véritable opposition à la déshumanisation totale des Palestiniens.

La machine à tuer israélienne ne sait pas s'arrêter, a écrit +972 et Orly Noy de Local Call sur Facebook après le bombardement de l'école Al-Taba'een, car elle fonctionne par inertie et tautologie. « Elle agit par inertie parce que l'arrêter obligerait Israël à intérioriser ce qu'elle a provoqué, quelle atrocité d'ampleur historique est inscrite en son nom... Et c'est là qu'intervient la logique tautologique : tant que nous tuons, il est évident qu'ils méritent toujours de mourir. » Tout comme le commandant du 200e escadron l'a déclaré quelques jours plus tard.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'intérieur de la Ligne verte, il existe encore une société civile et un camp libéral qui détient un pouvoir considérable, comme en témoignent les manifestations hebdomadaires contre le gouvernement. La question est de savoir ce qui se passera si un cessez-le-feu est conclu et si la « machine d'extermination » israélienne est forcée de s'arrêter. Une partie de la société israélienne se rendra-t-elle compte que la violence débridée qu'Israël a déclenchée depuis le 7 octobre, et les forces de déshumanisation qui l'alimentent, menacent l'existence même de l'État ?

« Le silence est une boue », a écrit Zeev Jabotinsky dans le poème qui est devenu l'hymne du mouvement sioniste révisionniste Beitar, ancêtre du Likoud. Le fait que Netanyahu et ses partenaires souhaitent le bruit d'une guerre constante est clair. **La question est de savoir pourquoi le camp libéral reste silencieux.**

<https://www.972mag.com/dehumanization-moral-abyss-israelis/>>Meron Rapoport est rédacteur chez Local Call.23 août 2024]